

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 817/ Décembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2024

Au troisième trimestre 2024, le climat des affaires se détériore, de nouveau. Les professionnels interrogés font part d'une activité en baisse exacerbée par les délestages électriques liés au conflit social d'EDF-PEI fin septembre. Outre une détérioration de leur trésorerie et un alourdissement de leurs charges d'exploitation, les chefs d'entreprise s'inquiètent de l'allongement des délais de paiement de leur clientèle. En parallèle, l'incertitude politique et fiscale à l'échelle nationale pèse sur les décisions d'investissement. La consommation des ménages est atone, dans un contexte de tensions croissantes autour du sujet de la « vie chère ». Pour autant, les prix baissent légèrement. Sur le marché de l'emploi, les effectifs des entreprises se maintiennent, en dépit d'indicateurs moins bien orientés.

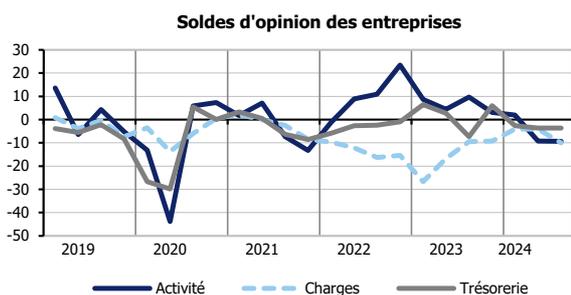
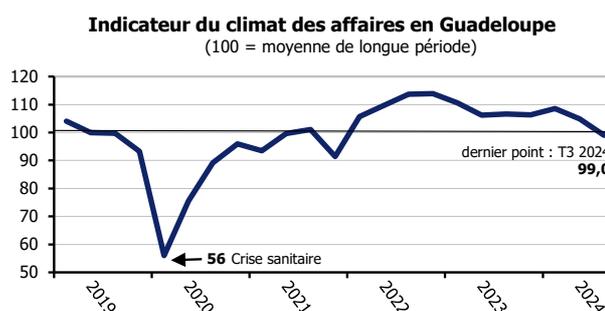
Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité se dégrade dans l'ensemble des secteurs d'activité. Les professionnels du secteur du commerce et du tourisme constatent une clientèle moins encline à dépenser. Dans le secteur primaire, celui des industries (y compris agroalimentaires) et celui des services marchands (hors tourisme), les chefs d'entreprise observent une activité moindre. Dans le secteur du BTP, elle ralentit.

Les chefs d'entreprise sont pessimistes quant à la fin d'année 2024. Leurs indicateurs financiers devraient à nouveau se dégrader. Ils poursuivent les investissements en cours, et limitent les nouveaux projets. Toutefois, ils comptent maintenir leurs effectifs et estiment pouvoir accroître leur prix au quatrième trimestre 2024.

La conjoncture économique se dégrade

Le repli du climat des affaires

Pour la première fois depuis fin 2021, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit en dessous de sa moyenne de longue période (100 points), soit à 99,0 points (-6,3 points sur trois mois). Cette évolution s'explique principalement par une dégradation de l'activité au cours du dernier trimestre. Les professionnels interrogés signalent une détérioration de leur trésorerie et une hausse de leurs charges d'exploitation. En parallèle, les délais de paiement s'allongent, malgré leurs efforts en matière de politique de recouvrement. En outre, les professionnels interrogés indiquent avoir très peu augmenté leurs prix, dans un contexte de ralentissement de l'inflation et d'anticipations croissantes concernant des dispositifs luttant contre la vie chère. Néanmoins, ils expriment leur volonté de maintenir leurs effectifs, dans l'optique d'une amélioration future de la conjoncture.



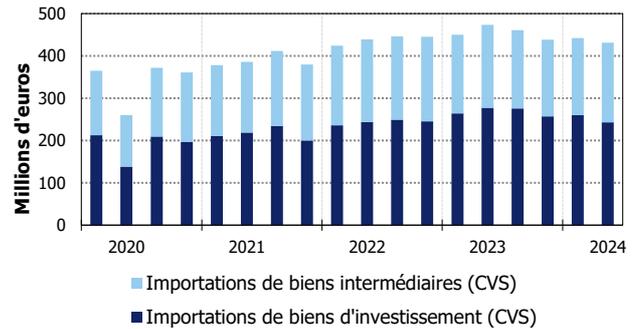
L'activité continue de se détériorer

Les professionnels interrogés constatent une détérioration de l'activité au 3^e trimestre, supérieure à celle anticipée lors du trimestre précédent. En parallèle, le nombre de défaillances d'entreprises cumulées sur un an augmente de 4,4 %, en glissement trimestriel tandis que le nombre d'impayés sur effets de commerce diminue de 13,7 % sur les trois derniers mois. Pour le dernier trimestre 2024, les chefs d'entreprise anticipent une nouvelle dégradation de l'activité.

L'investissement privé décélère

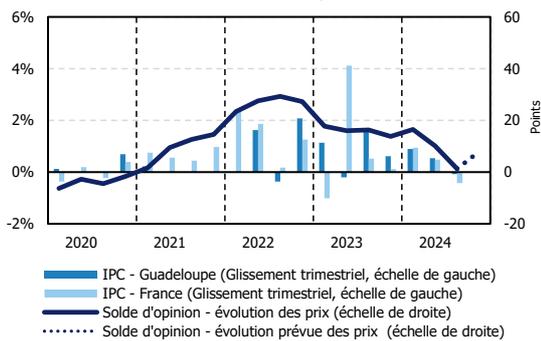
Au troisième trimestre 2024, l'investissement ralentit dans le secteur privé. Cumulées au cours des neuf premiers mois de l'année, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires diminuent respectivement de 8,4 % et 4 % en glissement annuel. Toutefois, les professionnels interrogés prévoient dans l'ensemble de maintenir leurs investissements en cours. En termes de financement, l'encours des crédits d'investissement se redresse (+5,7 % sur trois mois). En parallèle, le taux moyen des crédits à l'équipement continue de diminuer pour atteindre 3,82 % (-57 points de base sur 3 mois).

Indicateurs de l'investissement privé



Sources : Douanes, IEDOM.

Évolution des prix



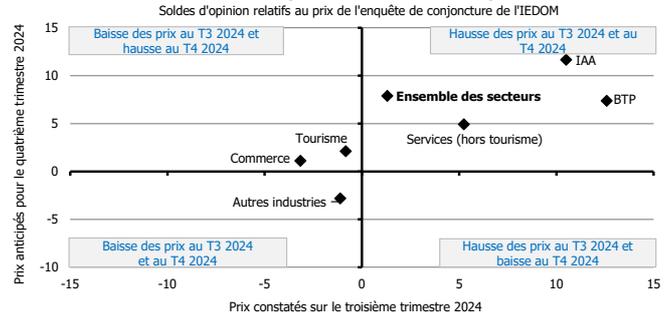
Source : IEDOM, Insee.

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les chefs d'entreprise indiquent avoir très peu augmenté leurs prix, dans un contexte de ralentissement de l'inflation et d'inquiétudes croissantes concernant la mobilisation contre la « vie chère ». Certains d'entre eux font le constat d'une baisse de pouvoir d'achat de leur clientèle. Toutefois, ils s'attendent à ce que les prix repartent à la hausse en fin d'année. En particulier, les professionnels des secteurs des industries agroalimentaires (IAA), du BTP et des services (hors tourisme) pratiqueraient les augmentations les plus soutenues. Dans les secteurs du tourisme et du commerce, elles seraient nettement moins marquées. Dans le secteur des industries (hors IAA), des baisses de prix sont prévues.

Les prix baissent légèrement

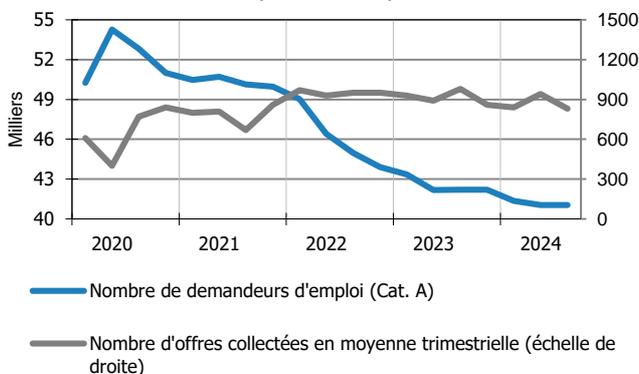
Fin septembre 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe recule en glissement trimestriel (-0,1 % après, +0,5 % au 2^e trimestre). En France (hors Mayotte), celui-ci diminue de 0,5 %. Dans le détail, les prix des services et des produits manufacturés diminuent (respectivement -0,4 % et -0,2 %). Aussi, les prix de l'énergie baissent plus fortement, en raison du recul des prix des produits pétroliers (-2,3 %). Seuls les prix de l'alimentation progressent en fin de trimestre (+1,6 %). En particulier, ceux des produits frais augmentent de 5,5 %. En glissement annuel, l'IPC progresse de 2 % (+1,1 % en France, hors Mayotte).

Évolution des prix de vente en Guadeloupe



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

DEFM A et offres d'emploi (données CVS)



Source : France Travail - Dares.

Le marché de l'emploi ralentit

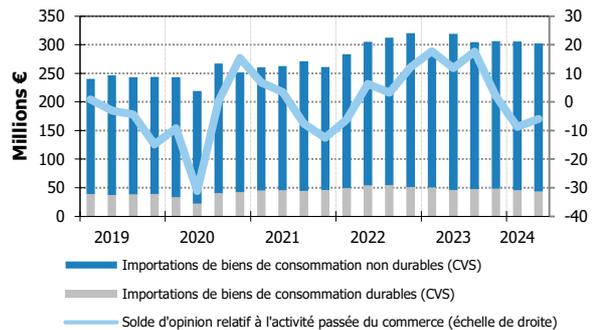
Au 3^e trimestre 2024, le marché de l'emploi montre des signes de ralentissement. Après une hausse au T2 2024, le nombre moyen d'offres d'emploi enregistrées par France Travail diminue de 11,7 % en glissement trimestriel (CVS). À fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) reste stable sur trois mois (41 050 inscrits, CVS), dans une situation de baisse démographique. En revanche, le nombre de demandeurs inscrits depuis plus d'un an (catégories A, B, et C) progresse de 2,9 % (CVS) à 26 110 personnes.

Dans le secteur privé, l'emploi se maintient, avec 86 293 salariés (CVS) recensés fin juin 2024 (86 324 salariés à fin mars 2024, CVS). Au 3^e trimestre 2024, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM indiquent avoir principalement maintenu leurs effectifs.

Une consommation des ménages atone

Au troisième trimestre 2024, la consommation des ménages marque le pas. Cumulées au cours des neuf premiers mois de l'année, les importations de biens durables diminuent en valeur de 7,7 % en glissement annuel, lorsque les importations des biens de consommation non durables augmentent de 2,2 %. L'encours de crédits à la consommation se stabilise (+1 % sur trois mois). La vulnérabilité des ménages s'accroît avec une hausse du nombre de dossiers de surendettement de 23,5 % sur un an. En glissement annuel, le nombre d'incidents de paiement des crédits aux particuliers, en cumul sur les neuf premiers mois de l'année, augmente de 62 %.

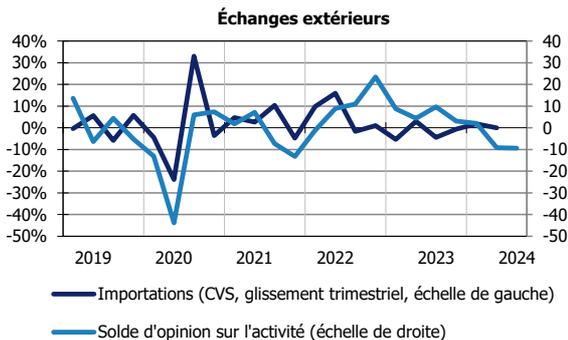
Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, IEDOM.

Des échanges extérieurs en baisse, hors énergie

Fin septembre 2024, les importations reculent en valeur, impactées par la dégradation de la conjoncture économique et la baisse des cours du pétrole. Cumulées au cours des neuf premiers mois de l'année, elles diminuent de 2,3 % en glissement annuel. Elles sont affectées par le recul de l'activité dans l'ensemble des secteurs. Elles pâtissent de la faiblesse de la consommation des ménages et des investissements. Sur la même période, les exportations progressent de 16,2 %, en raison de réexpéditions de produits pétroliers. Hors énergie, les exportations sont plus faibles de 7 % par rapport à 2023.



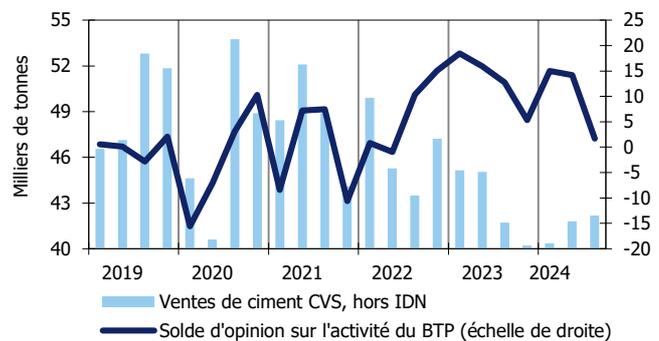
Source : Douanes, EDOM.

Le BTP et le tourisme touchés par la dégradation de la conjoncture

Le secteur du BTP : un trimestre en demi-teinte

Dans le secteur du BTP, le « moral » des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM est atone. La croissance de leur activité ralentit au 3^e trimestre, tandis que leur trésorerie et leurs charges d'exploitation montrent des signes d'amélioration. Selon la Cellule économique régionale de la construction de Guadeloupe (CERC), le nombre d'appels d'offres dans le secteur du BTP chute de 21,5 %, avec seulement 4,9 % d'appels d'offres attribués de janvier à septembre 2024. Les ventes de matériaux de construction, comme le ciment, indicateur clé de l'activité du BTP, restent à un faible niveau. L'encours des crédits à l'habitat se stabilise en glissement trimestriel (0,2 % sur trois mois), mais est en baisse en glissement annuel (-2,8 %). Par ailleurs, 589 attestations de conformité pour les logements neufs ont été délivrées par CONSUEL au cours du trimestre (soit +32,1 % sur trois mois), soulignant une reprise dans ce compartiment d'activité. Malgré un contexte incertain, les chefs d'entreprise du BTP restent confiants et anticipent une légère amélioration de l'activité pour le prochain trimestre, avec l'intention d'investir davantage.

Ventes de ciment et activité du BTP

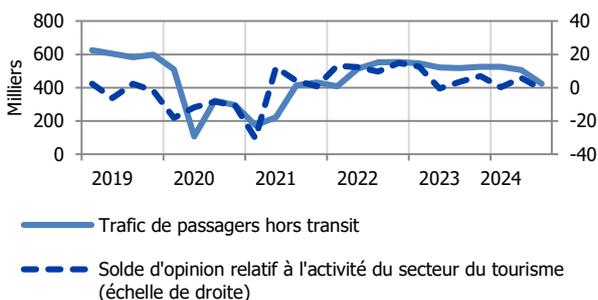


Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.

Une activité touristique en recul

Au troisième trimestre 2024, les indicateurs du secteur du tourisme sont en baisse. Le nombre de passagers à l'aéroport hors transit diminue sur trois mois (-16 %, CVS), tout comme le nombre de nuitées enregistré dans l'hôtellerie (-0,5 %, après -9,1 % au trimestre précédent, CVS). En parallèle, les professionnels interrogés observent une activité en baisse et des charges qui s'alourdissent. Ils font part d'inquiétudes concernant le quatrième trimestre : ils perçoivent des signes de dégradation de l'activité à venir, avec une hausse des délais de paiement et des charges. Ils envisagent de réduire leurs effectifs, mais conservent des perspectives d'investissements positives.

Trafic de passagers et activité touristique



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, IEDOM.

La conjoncture régionale et internationale

RECU DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS DANS LA CARAIBE, MAIS CROISSANCE POSITIVE EN REPUBLIQUE DOMINICAINE ET A SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES

Selon une étude récente de l'ONU publiée le 22 novembre 2024, les investissements étrangers directs (IED) dans les économies des Caraïbes et de l'Amérique latine connaissent une baisse alarmante depuis la pandémie de COVID-19. Cette diminution affecte particulièrement les secteurs clés tels que le tourisme et la santé, essentiels à la croissance économique de la région.

La Commission économique des Nations Unies pour l'**Amérique latine et les Caraïbes** indique que l'IED représente désormais moins de 10 % du PIB dans la plupart des économies caribéennes. Seuls le Guyana (34 %, grâce à l'essor de l'industrie pétrolière), Antigua-et-Barbuda (14 %) et la Grenade (13 %) affichent des ratios supérieurs. En revanche, des pays comme la Jamaïque, les Bahamas, la Barbade, la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les-Grenadines présentent des ratios bien inférieurs à ceux d'avant la pandémie. Cette faiblesse des investissements menace de ralentir les progrès dans des secteurs essentiels tels que les infrastructures, l'éducation et la santé, compromettant les perspectives de croissance à long terme.

Les autorités de l'île de **Cuba** prévoient une contraction économique de 3,5 % pour 2024, aggravant la crise actuelle. Cette situation est exacerbée par les dommages majeurs causés par le passage de deux ouragans suivis d'un séisme, entraînant des pertes estimées à 1,2 milliard de dollars.

La République dominicaine bénéficie d'une contribution non remboursable de 10 millions d'euros de l'Union européenne dans le cadre du programme régional « Verdissement du système financier des Caraïbes ». Cette initiative vise à promouvoir des pratiques financières durables, avec pour objectif de réduire les émissions de CO₂ de 15 % d'ici 2030.

Le produit intérieur brut (PIB) de **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** aurait augmenté de 6 % en 2023, avec une prévision de croissance de 5 % pour 2024, positionnant le pays parmi les plus dynamiques de la région. Cette croissance est principalement attribuée à une augmentation de 12 % des exportations agricoles et à une hausse de 8 % des arrivées touristiques.

Sources : ONU, DG Trésor.

UNE CROISSANCE MONDIALE STABLE MAIS DECEVANTE

Le FMI anticipe pour l'exercice 2025 une inflation à 3,5 %, sous la moyenne observée de 2000 à 2019, à 3,6 %. L'inflation mondiale reflue sous les effets conjugués de politiques monétaires plus restrictives et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Ceci n'a pas obéré la résilience de l'économie mondiale, dont les estimations de croissance en 2023 restent stables, à 3,3 %, contre 3,1 % en janvier 2024. Une croissance comparable, 3,2 %, est anticipée pour les exercices 2024 et 2025. Bien que stable, la croissance de l'économie globale reste décevante, en raison notamment de gains de productivité limités.

Le FMI a révisé à la hausse son estimation de croissance du PIB américain, à 2,9 % en rythme annuel en 2023. Le FMI confirme ses anticipations de ralentissement de la croissance aux États-Unis lors des exercices 2024 et 2025, ralentissement cependant moins brutal qu'annoncé en avril 2024. Les projections pour les exercices 2024 et 2025 ont ainsi été rehaussées, à 2,8 % et 2,2 %, contre 2,1 % et 1,7 % respectivement.

Le FMI maintient globalement ses anticipations de croissance dans la zone euro pour les exercices 2024 et 2025, à 0,8 % et 1,2 % respectivement. Les disparités précédemment observées entre les économies de la zone demeurent en 2024. Aux anticipations de croissance soutenue dans les pays d'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, avec des taux de croissance proches ou supérieurs à 2,0 %) s'opposent la contraction ou la stagnation de certaines économies nord-européennes (Allemagne, Autriche, Irlande, Finlande, avec des taux de croissance négatifs ou nuls). L'exercice 2025 verrait toutefois l'ensemble des économies de la zone renouer avec la croissance.

L'INSEE rapporte une légère accélération du PIB français au troisième trimestre 2024, à +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent, à la faveur d'un « effet Jeux olympiques ». Cette accélération est portée tant par la demande intérieure - qui contribue à la hausse du PIB à hauteur de +0,2 point à la faveur d'un rebond de la consommation des ménages - que par le commerce extérieur et la variation des stocks, à +0,1 point chacun. Le FMI anticipe une croissance de 1,1 % pour l'exercice 2024, anticipation en hausse de 20 points de base par rapport à celle communiquée en juillet 2024.

L'économie japonaise souffre de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et l'essoufflement des relais de croissance qui l'avaient soutenue en 2023, tel que le tourisme. Le FMI a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie nippone pour l'exercice 2024. Celles-ci s'établissent désormais à 0,3 %, contre 0,7 % en juillet et 0,9 % en avril.

Les pays émergents ont connu des trajectoires contrastées en 2023. Leur croissance a été soutenue en Asie (+5,7 %), tirée notamment par l'Inde (+8,2 %), la Chine s'affichant en léger retrait par rapport à cette moyenne (+5,2 %). La croissance des économies émergentes a été moins dynamique sur les autres continents, s'établissant à 3,3 % en Europe, 2,2 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2,1 % pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale et 3,6 % pour l'Afrique subsaharienne. Les rythmes de croissances anticipés par le FMI pour ces économies en 2024 sont globalement alignés avec ceux observés en 2023.

Sources : FMI, INSEE.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : F. GROH – Responsable de la rédaction : D. GORDON
Rédaction : S. BEROSE, T. COMBET, J.SOUKAI – Éditeur et imprimeur : IEDOM